

ESQUISSE DE FUTURS

Le groupe Futuribles est régulièrement amené à élaborer des scénarios contrastés sur le contexte géostratégique mondial, l'Europe et la société française, le plus souvent aux horizons 2010 et 2020. Il ne peut être question ici d'en rendre compte en détail mais quelques enseignements peuvent en être brièvement tirés, que je sou mets à nos lecteurs.

Ceux-là ne seront pas surpris si je résume l'analyse sur l'environnement international en affirmant que celui-ci est marqué, à nos yeux, par un double processus de mondialisation et de fragmentation. Mondialisation liée aux enjeux relatifs à l'écosystème (changement climatique, tensions sur les matières premières, en particulier les hydrocarbures et l'eau...), à la globalisation de l'économie et de la finance dont l'épicentre se déplace clairement de l'Atlantique vers le Pacifique... Fragmentation en raison de la multiplication et de la diversification des tensions et des conflits de toute origine, sans progrès symétrique des institutions et procédures de régulation et de gouvernance.

Sur l'Europe, ils ne seront pas davantage surpris si nous sommes, hélas, obligés de constater, outre les disparités croissantes entre pays membres de l'Union, qu'elle se trouve confrontée au double défi d'un élargissement (et à la nécessité d'un profond renouvellement de ses relations de voisinage) et d'un indispensable approfondissement qui cependant marque le pas. Notre représen-

tation des futurs possibles de l'Europe — outre l'hypothèse d'une Europe fédérale réduite — est peu rassurante, du moins à l'horizon des 15 prochaines années...

Venons-en à la France. Celle-ci nous paraît, sur le plan économique, social et politique, confrontée à un phénomène de déclin largement imputable à l'incapacité des gouvernements — quel que soit le parti dont ils se réclament — à introduire des réformes réellement à la hauteur des enjeux. Le sous-emploi endémique dont souffre la France ne sera pas spontanément éradiqué par la baisse escomptée de la population active. Le choc du vieillissement démographique risque de se conjuguer avec le sous-emploi pour faire exploser le « système de protection sociale » qui n'en est d'ailleurs pas un.

L'appareil productif, attiré par le grand large, n'est pas à la hauteur des défis liés à la mondialisation, notamment en raison d'un réel déficit en matière de recherche-développement et surtout d'innovation. Les institutions publiques sont paralysées, tant au niveau national où les efforts de modernisation ne vont guère au-delà de quelques mesures cosmétiques, que dans les territoires où s'accroissent le mille-feuille politico-institutionnel, la confusion des rôles, la paralysie résultant d'une décentralisation inachevée et d'une déconcentration mal orchestrée.

Ce scénario tendanciel n'est pas le pire ; les choses peuvent se dégrader sui-

vant deux schémas : le premier se traduisant par une déstabilisation encore plus forte liée à la panne de l'ascenseur social, à l'absence de perspectives offertes aux jeunes, à un climat de morosité encore plus prononcé. Bref, une dépression généralisée donnant lieu ici et là à des explosions, non limitées aux banlieues mais néanmoins contenues.

Le second se traduirait cette fois par la multiplication des conflits entre générations, une fuite des cerveaux plus prononcée, la multiplication d'explosions violentes qui, à l'horizon des cinq prochaines années, constitue un risque non négligeable et conduirait à des phénomènes de contagion incontrôlables. Dans une telle configuration, les institutions publiques seraient astreintes à courir d'un incendie à l'autre sans pour autant réussir à reprendre la main. Feu alors l'économie résidentielle de la France pittoresque attirant les touristes du monde entier. Feu évidemment le désir d'entreprendre dans un pays confronté à des troubles permanents.

Certes, il y aura d'ici là des élections présidentielles, mais je ne crois guère à l'avènement de l'homme ou de la femme providentiel(le), et encore moins à la possibilité de « changer la société par décret ».

Mais, m'objectera-t-on, on croyait que l'avenir n'était pas prédéterminé, que l'objet de la prospective n'était pas de décrire des futurs horribles mais d'explorer le spectre des possibles. Cela est vrai mais ces futuribles s'enracinent plus ou moins dans la situation actuelle et dans un passé plus ou moins reculé ; ils ne sont donc pas équiprobables à chaque instant. Oui, il y a d'autres futurs possibles pour la société française, dont toutefois la probabilité d'occurrence est éminemment dépendante des inflexions fortes qui pourraient être données d'ici cinq ans et permettraient alors de déboucher sur deux scénarios contrastés d'une autre nature.

Le premier scénario alternatif, que je qualifie de « nouveau contrat social », impliquerait une remise à plat du pacte républicain et une refondation du modèle souvent évoqué sous le terme d'économie sociale de marché. Il impliquerait sans nul doute que soient levées nombre de contraintes qui freinent aujourd'hui l'initiative des Français, qu'il soit procédé à la refonte générale du système général de protection sociale. Il exigerait surtout que soient abolis nombre de privilèges qui bloquent, en France, l'instauration d'un système inspiré de la « flex-sécurité » des pays scandinaves. Toutes choses difficilement concevables sans une vraie réforme de l'État.

Le second est un scénario davantage inspiré du modèle britannique. Il s'agit d'une révolution libérale autoritaire qui, elle aussi, passerait par le démantèlement des baronnies et des corporatismes français, par un redéploiement des responsabilités entre l'État et le marché, une responsabilisation très forte des acteurs, ne se traduisant pas nécessairement par ce que d'aucuns appellent « un libéralisme sauvage » mais, sans nul doute, par l'impérieuse nécessité de remettre la France au travail.

Hormis le risque toujours présent d'un tsunami ou d'une épidémie de grande ampleur, 30 années de retard et de déficit public, de politiques d'ajustement au jour le jour, ne peuvent se résorber instantanément. Et comme la tâche est immense, elle exige une lucidité et un courage peu répandus.

Il est temps de s'y mettre sans attendre l'issue d'une élection présidentielle qui n'aura d'intérêt que dans la mesure où les candidats seront animés de réels projets porteurs d'espoir pouvant donner matière à un vrai débat.

Hugues de Jouvenel